

L'Europe décroche

Fabien Maury

L'Union européenne est profondément en crise. Les estimations successives le confirment, la croissance européenne a décroché de celle du reste du monde. Elle est devenue une zone de chômage de masse, durable, de précarité omniprésente. Cet échec avéré appelle l'invention d'un modèle européen de progrès social. Pourtant, confits dans leur dogmatisme, les dirigeants européens souhaitent pérenniser la logique du Traité de Maastricht dans une Constitution. La politique de «l'euro fort», attractif pour les capitaux, perpétue la domination des marchés financiers avec les effets dévastateurs contre l'emploi, les salaires, les qualifications et la maîtrise des nouvelles technologies.

Lors des dernières élections européennes, les résultats dans les différents Etats-membres avaient révélé l'ampleur de la défiance des populations vis-à-vis des institutions européennes.

Cette crise de légitimité est désormais reconnue par J. Barroso, Président de la Commission européenne (CE), pour qui une *«partie significative de la population européenne considère que l'Europe ne va peut-être pas dans la bonne direction»* en raison de la *«morosité économique, [du] sentiment d'insécurité économique et personnelle, [de] la crainte de perdre son identité, [du] fossé entre ce qui se passe à Bruxelles et la vie quotidienne»*.

La CE propose de relever ce défi vital avec un *«partenariat pour le renouveau européen»* (1). L'ambition de «renouveau» est un aveu du marasme actuel. L'idée de «partenariat» s'explique par la volonté des dirigeants européens d'intégrer les élus nationaux, les syndicats et les associations à des objectifs inchangés. En lieu et place de «renouveau», il s'agit d'une relance du processus de Lisbonne. Lancé en 2000, celui-ci prétendait faire de l'Union européenne (UE) *«l'économie de la connaissance la plus compétitive»* du monde et réaliser le *«plein-emploi»* d'ici à 2010. C'est un fiasco retentissant, reconnu par tous !

Il s'agit pourtant d'aller encore plus loin dans ce qui a échoué. Encouragé par un projet de Traité constitutionnel introduisant la notion d'*«économie hautement compétitive»*, fut-elle *«sociale de marché»*, J.-C. Juncker, Premier ministre luxembourgeois et actuel Président du Conseil européen, a fixé les deux lignes d'action : *«renforcer la compétitivité et mettre un terme à l'atonie de la croissance»*(2). Ainsi, un des principaux objectifs du «partenariat» est d'améliorer la compétitivité des groupes, c'est-à-dire de leur permettre de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée, à bas coût salarial de l'emploi. Ce «partenariat», conforté par les recommandations de l'OCDE, incite : à la précarisation des contrats de travail, à la baisse des cotisations sociales patronales, à l'augmentation de la prise en charge des dépenses de santé par les seuls salariés, à l'accélération des privatisations, à l'ouverture à la concurrence des services publics locaux, incitant aux délocalisations intra-européennes.

Gravité de la crise de l'UE.

Le deuxième élément révélateur de la gravité de la crise fut le débat, au sommet, pour tenter de réaménager les règles du Pacte de Stabilité sans toucher aux objectifs de l'Union économique et monétaire (UEM). Sa transgression quasi permanente par 3 pays sur 12 de la zone euro et 9 pays sur 25 de l'UE démontre à l'évidence son caractère intenable et contradictoire avec les besoins sociaux et de croissance de chacun des Etats-membres. Cette querelle marque aussi une nouvelle étape dans les dissensions intra-européennes. Toutefois, le Conseil européen du 22 et 23 mars devait être l'occasion d'un compromis plutôt favorable à l'Allemagne. Mais ces amendements marginaux ne peuvent masquer la volonté des dirigeants européens de poursuivre coûte que coûte afin de maintenir la crédibilité de l'UEM dans la guerre pour attirer les capitaux.

Le vice-président de la Bundesbank, J. Stark (3), a clairement rappelé l'utilité du Pacte de Stabilité : *«à long terme, il n'est pas possible pour une banque centrale de maintenir le niveau des prix stable si les finances publiques ne sont pas saines. Les règles budgétaires communautaires apportent ainsi un support à la politique monétaire menée au sein de l'Union monétaire européenne»*. J.-C. Trichet (4), président de la BCE, a menacé à plusieurs reprises les chefs d'Etat d'une réaction violente des marchés financiers et d'un relèvement des taux directeurs de la BCE en cas de laxisme budgétaire. J.-C. Juncker a réaffirmé *«les principes du traité : le dépassement du seuil de 3% doit être minime et temporaire (...), jamais une réforme du Pacte ne doit menacer la stabilité de la monnaie»*.

De fait, à aucun moment, les dirigeants français et allemands n'ont remis en cause leurs engagements à revenir, dès 2005, sous la barre des 3%. Fondamentalement, le rationnement des dépenses publiques de santé, d'éducation, d'emploi... doit se poursuivre et la politique monétaire de la BCE ne doit pas changer d'un iota. Celle-ci oriente massivement le crédit vers les placements financiers, le financement des OPA et favorise les exportations de capitaux vers les Etats-unis et les pays émergents. Or, cette politique est fortement nocive pour la croissance et l'emploi.

Rechute de la croissance après une reprise molle et sans emploi.

En effet, en 2002 et 2003, sous le poids des politiques d'austérité et d'exportation des capitaux, la croissance de la zone euro s'est effondrée. A partir de la mi-2003, la reprise, malgré sa faiblesse, avait suscité l'espoir des dirigeants européens. Mais, depuis le pic à l'été 2004, l'activité ralentit dans toute l'UE, y compris les nouveaux membres, contraignant la BCE à rabaisser ses prévisions pour 2005 et 2006. La croissance allemande connaît une évolution similaire mais à un niveau inférieur. Les experts du gouvernement allemand ont eux aussi du revoir leurs prévisions dans ce sens pour 2005. Quant à l'Italie, elle demeure en queue de peloton de la croissance européenne.

Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirmaient les promoteurs de l'euro, la Direction de la prévision a récemment confirmé que les divergences économiques et sociales entre les États-membres se sont élargies alors que la monnaie commune devait favoriser leur convergences

Tableau 1 Prédiction de la croissance

Placement annuel	2 ^{ème} trim. 2004	4 ^{ème} trim. 2004	2 ^{ème} trim. 2005 (pl)
Zone euro	2,2%	2,0%	1,8%
Allemagne	1,9%	1,5%	1,3%
Italie	1,4%	1,0%	-

Source: ICF, Eurostat, Banque de France, Comptes de France, 1^{er} trimestre 2005

Tableau 2 Prévisions de croissance

Moyenne annuelle	2002	2003	2004	2005(pl)	2006(pl)
Zone euro	0,9%	0,5%	1,8%	1,6%	2,1%
Allemagne	0,1%	-0,1%	1,0%	1,0%	-

Source: ICF, Eurostat, Banque de France, Comptes de France, 1^{er} trimestre 2005

Le taux de chômage est reparti à la hausse pour l'ensemble de la zone euro. Aucune baisse n'est envisagée dans la prochaine période. En Allemagne, le chômage a explosé pour atteindre 5,2 millions de chômeurs, niveau inédit après-guerre. Le traumatisme est tel outre-Rhin que Schröder en appelle à l'union sacrée pour lutter contre le chômage. Il oublie la responsabilité de la réforme dite Hartz IV qui flexibilise le marché du travail allemand ; mais son plan d'urgence se limite à de nouvelles baisses d'impôts sur les sociétés, déresponsabilisant encore plus les groupes par rapport à l'emploi.

En Italie, le taux de chômage recule à 8% malgré la faiblesse de la croissance et des créations d'emplois. Il faut s'interroger sur la fiabilité de la récente réforme des statistiques de chômage italiennes. Celles-ci ne prennent que marginalement en compte le sous-emploi et le travail au noir. Or, les politiques de flexibilisation mises en œuvre depuis le Sommet de Lisbonne ont entraîné une explosion des contrats précaires : la part des CDD dans l'emploi est passée de 35% en 1995 à 42% en 2003.

Le taux de chômage harmonisé de la zone euro ne prenant qu'incidemment en compte le sous-emploi, cela permet une quasi-stabilité de cet indicateur, à un niveau proche du taux de chômage de plein-emploi, défini par l'EFN (6) à 8,5% pour la zone euro.

Tableau 3 Taux de chômage

	février 2005	novembre 2004	février 2005
Zone euro	5,7%	5,7%	5,9%
Allemagne	5,5%	5,5%	11,7%
Italie	9,0%	8,2%	-

Source: ICF, Eurostat, Banque de France, Comptes de France, 1^{er} trimestre 2005

Décrochage de l'Europe et approfondissement des difficultés.

Mais le plus inquiétant est le véritable décrochage dont est victime la zone euro. Ainsi, entre 1999 et 2005, la zone euro a subi un déficit de croissance de 7 points par rapport aux États-Unis. Cet écart s'est creusé au cours des 3 dernières années. De 1999 à 2002, il était d'environ 1 point, de 2003 à 2005, il sera de 6 points. Entre 1995 et 2001, le rythme de croissance de la productivité globale des facteurs en Europe est demeuré 50% inférieur à celui des États-Unis. Enfin, en 2003, la proportion des dépenses de R/D par rapport au PIB en Europe est, elle aussi, presque de 50% inférieure à celle des États-Unis.

La BCE impute les difficultés de l'activité, d'une part, à la faiblesse du taux de change du dollar, oubliant au passage la part de responsabilité de sa politique dans les mouvements erratiques de l'euro depuis sa création, et, d'autre part, au renchérissement du prix du pétrole.

L'Institut de Francfort peut ainsi affirmer que les conditions sont réunies pour une «accélération de la croissance et le renforcement de son autonomie» sauf mauvaise surprise du côté taux de change et du pétrole. Les exportations de la zone euro bénéficieraient encore du dynamisme de la demande mondiale malgré son ralentissement. La consommation des ménages se redresserait légèrement mais à un faible niveau. Elle estime qu'elle devrait évoluer en ligne avec le revenu réel disponible des ménages en raison d'une amélioration des créations d'emplois, de la montée en régime de l'intéressement pour les salariés et du ralentissement de l'inflation.

Tableau 4 Consommation des ménages et prix dans la zone euro

	2004	2005(pl)	2006(pl)
Consommation	1,7%	1,4%	1,2%
PIB	2,1%	1,5%	1,8%

Source: ICF, Eurostat, Banque de France, Comptes de France, 1^{er} trimestre 2005

En fait, cet optimisme paraît exagéré. Il ne prend pas en compte la montée de l'inquiétude des ménages européens concernant leur situation financière en raison de la crainte de la perte d'emploi, du gel des salaires, de l'anticipation de la baisse des pensions de retraite et de l'augmentation du coût des prestations de santé. Tous ces éléments poussent à l'augmentation du taux d'épargne des ménages.

L'Institut d'émission signale que les conditions de financement de l'économie sont favorables. Ce qui permettrait un démarrage des investissements des entreprises en 2005 qui resterait à un bas niveau. Bien sûr, les résultats nets des groupes sont partout à la hausse. En février 2005, les bénéfices nets des entreprises du DJ Eurostoxx 50 (7) ont progressé à un taux annuel de 35%.

Tableau 5 Investissements des entreprises

	2004	2005(p)	2005(p)
Zone euro	1,7%	1,9%	1,7%

Source: IEL

Par rapport à leur moyenne historique, les taux d'intérêt nominaux sont effectivement bas ainsi que les taux d'intérêt réels (8). Les taux d'intérêt réel à court terme sont même inférieurs à la croissance de l'activité. Cependant, les taux d'intérêt réel à long terme demeurent égaux voire supérieurs au rythme de l'activité, particulièrement en Allemagne et en Italie. De plus cette appréciation doit être modérée en ce qui concerne le comportement des banques vis-à-vis des PME. Les taux d'intérêt bancaires à long terme pratiqués pour les prêts inférieurs à 1 million d'euros demeurent bien supérieurs à celui de la croissance.

Tableau 6 Taux d'intérêt dans la zone euro

	février 2005
Taux nominatifs court terme	2,14%
Taux nominatifs long terme	3,32%
Taux réels nominaux bancaires	4,33%
Taux réels court terme	0,14%
Taux réels long terme	1,92%
Taux réels bancaires	2,35%

Source: IEL

Cela a permis une accélération du montant des crédits bancaires au secteur privé, notamment le crédit aux entreprises, mais surtout les prêts immobiliers.

Tableau 7 Crédits bancaires au secteur privé dans la zone euro

	juillet 2004	juillet 2005
Crédits au secteur privé	5,59%	7,57%
Crédits aux entreprises	3,59%	5,41%
Prêts immobiliers	8,23%	11,69%

Là aussi, l'optimisme paraît exagéré. La responsabilité des groupes et des banques et le poids de la domination des marchés financiers dans la crise actuelle sont totalement évacués.



Or, le taux d'utilisation des capacités productives reste proche de sa moyenne historique et sous pression de la rentabilité financière les projets d'investissements devraient viser à accroître la productivité apparente du travail comme en atteste sa récente accélération.

Tableau 8 Productivité apparente du travail

	3 ^{tr} trim. 2003	3 ^{tr} trim. 2004
Zone euro	1,2%	1,4%

Source: IEL

Cependant, rien n'indique que les groupes changeront leur comportement. En 2004, ils ont profité des bas taux d'intérêt pour : se désendetter massivement (le ratio dette/fonds propres a chuté à 27% en dessous de la moyenne historique de 35%) ; accroître les dividendes versés aux actionnaires ; racheter leurs propres actions afin d'accroître les rendements financiers.

Confrontés à la nouvelle vague de fusions aux Etats-Unis, les groupes européens pourraient désormais mobiliser leurs liquidités pour de nouvelles opérations de rachat d'entreprises.

La publication de leurs comptes annuels a été l'occasion pour ces multinationales d'annoncer la poursuite de la réduction des coûts salariaux. Pression contre l'emploi et les salaires, qui en 2004, a conduit à la stagnation du coût salarial unitaire.

Tableau 9 Coût salarial unitaire

	3 ^{tr} trim. 2004
Zone euro	0,1%
Allemagne	-4,4%

Source: IEL

Cette pression anti-salariale, anti-emploi est particulièrement vive dans les principaux pays de la zone. C'est particulièrement vrai en Allemagne où cette pression est renforcée par la spécialisation de ses groupes, un peu comme si la «bonne santé» des groupes allemands se réalisait au détriment de la vigueur de la croissance du pays.

Ainsi, l'Allemagne vient d'enregistrer un excédent commercial record. Mais celui-ci s'est construit sur la base d'une violente déflation salariale avec : les chantages à l'emploi, aux délocalisations contre l'augmentation de la durée du travail ou le gel des salaires, la multiplication des plans sociaux, les exigences des groupes exportateurs de réductions des coûts de production de leurs fournisseurs et sous-traitants, la concurrence des sous-traitants des pays à bas salaires (cette pression peut être illustrée par l'explosion de la part des importations dans les exportations : 41% en 2003 contre 27% en 1991), les délocalisations d'une partie de l'activité des groupes vers les nouveaux pays membres de l'UE. Selon les enquêtes, ces phénomènes devraient se poursuivre en 2005.

En quelque sorte, la politique de la BCE, l'uniformité des taux d'intérêt quelque soit l'utilisation des liquidités par les groupes et les banques, les incitent à utiliser ces ressources peu chères contre l'emploi, contre les salaires.

Les crédits se déversent ainsi massivement sur le marché financier et sur le marché immobilier. Fin février 2005, l'eurostoxx avait repris 42% par rapport à son point bas de mars 2003 (le DAX 30 (9) : +79%). Simultanément, malgré un taux de change élevé de l'euro, les capitaux sortent toujours aussi massivement de la zone euro. Ce phénomène est particulièrement flagrant pour l'Allemagne. Selon le COE (10), les investisseurs profitent du différentiel de croissance entre l'Europe et les Etats-Unis et des bas taux nominaux pour utiliser le crédit bancaire afin de financer des placements en actifs libellés en dollars.

Tableau IV : mouvements de capitaux dans la zone euro.

milliards d'euros	2003	2004
Zone euro (investissements directs étrangers)	3,4	-3,4
Allemagne (CEI : investissements de portefeuille)	-17,5	-34,4

L'urgence d'un coup d'arrêt et de la construction d'une alternative.

Avec la perspective de la Constitution, la concurrence fiscale, budgétaire et sociale se renforce ainsi que les antagonismes entre capitalistes nationaux : surenchère dans les allègements d'impôts sur les sociétés; poursuite

des baisses d'impôts pour les ménages les plus riches; augmentation de la fiscalité indirecte; restriction des dépenses de protection sociale et des dépenses de personnel; baisse des cotisations sociales patronales etc.

C'est dire le besoin de mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant. Un non majoritaire pourrait ouvrir les voies d'une transformation sociale radicale en France, point d'appui pour une réorientation de la construction européenne. Il s'agit de contribuer à une mobilisation pour changer l'Union européenne en proposant des réponses aux besoins d'emploi, de formation, de pouvoir d'achat, de services publics, de réduction du temps de travail, de productions efficaces, de démocratie participative, de solidarité et de paix, de co-développement. ■

- (1) Communication de J. Barroso. Objectifs stratégiques 2005-2009. Europe 2010 : un partenariat pour le renouveau européen. Prospérité, solidarité et sécurité. Bruxelles.26/01/2005. COM(2005) 12 final.
- (2) Interview de Jean-Claude Juncker, *Le Figaro*, 16/03/05.
- (3) Jürgen Stark. Contre la réforme du pacte de stabilité. *Le Monde* 6-7/03/05.
- (4) *Les Echos*, 15/03/05.
- (5) Voir la note de conjoncture internationale de la DP de l'automne 2004.
- (6) EFN : réseau d'institutions économiques européennes dont fait partie le CEPIL.
- (7) Indice boursier européen, équivalent au CAC 40 français.
- (8) Taux d'intérêt réel = taux d'intérêt nominaux diminué du taux d'inflation
- (9) Indice boursier allemand.
- (10) Observatoire économique de la chambre de commerce et de l'industrie de Paris

ABONNEMENT

- FRANCE 1 an : 50 € (328 F) 2 ans : 95 € (623,15 F)
- TARIF ETUDIANT 1 an : 43 € (282,05 F) 2 ans : 84 € (551 F)
- ETRANGER 1 an : 74 € (485,40 F) (frais de port par voie maritime inclus)

Nom : Prénom :

Entreprise ou organisation :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél : Email :

- Abonnement à partir du n° pris à envoyer
- Règlement espèce chèque postal ou bancaire
- sur facturation (pour un organisme)

Economie et Politique - 2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
 Tél : 01.40.40.13.47 - Fax : 01.40.40.13.95 - E-mail : ecopo@club-internet.fr